



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 14 mars 2025 portant mise en demeure à la société SCHROLL pour les conditions d'entreposage des déchets sur son site 26 rue Edouard Branly à COLMAR

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8,

VU l'arrêté préfectoral n° 962695 du 31 décembre 1996,

VU le contrôle du 29 janvier 2025 réalisé par la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées,

VU le rapport de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite susvisée,

Considérant que l'article 18 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé dispose que « *Le stockage provisoire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques.*

[...]

Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. [...] » ; qu'il a été constaté au cours de la visite susvisée, que les conditions d'entreposage des déchets et d'exploitation des installations ne sont pas de nature à garantir la prévention des risques, notamment vis-à-vis d'un risque d'incendie généralisé des installations, compte tenu de la présence de déchets en vrac en quantité importante en dehors des zones aménagées à cet effet et de la proximité des différents entreposages de déchets,

Considérant que l'article 5 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé dispose que toute modification notable des installations est portée à la connaissance du préfet avant sa

réalisation ; qu'il a été constaté que de nombreuses modifications ont été apportées aux installations depuis l'autorisation, sans que celles-ci soient portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (arrêt de certaines activités : transit de déchets dangereux, broyage de substances végétales ; évolution des conditions d'entreposage des déchets : suppression de l'aire de pré-triage telle que prévue dans la demande d'autorisation, aménagement de nouvelles zones d'entreposage, modification de la hauteur des entreposages ...),

Considérant les termes de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement « *1.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine. »*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er :

la société SCHROLL, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées 26 rue Edouard Branly à COLMAR, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après.

Article 2 :

dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé :

« Le stockage provisoire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques.

[...]

Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. [...] ».

Article 3 :

dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...] ».

Article 4 :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : délais et voies de recours

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6:

le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD